

Echiroldes, le 26 mai 2010

COMMUNIQUE

Les policiers ont procédé, ce mercredi 26 mai, à l'arrestation de deux personnes, suspectées d'une série d'agressions en Isère, dont la séquestration d'un couple et le viol d'une femme, lundi 24 mai, à Echiroldes.

Je me réjouis de cette arrestation rapide, laquelle vient mettre un terme à cet épisode douloureux, qui inquiétait légitimement les Echiroldaises et Echiroldais.

Je tiens à remercier les enquêteurs de leur efficacité qui a permis de dénouer cette affaire dans les meilleurs délais.

La police municipale d'Echiroldes a apporté toute sa collaboration à cette enquête. Elle a notamment récupéré les vélos des agresseurs et immédiatement transmis les images issues de la vidéosurveillance implantée sur la commune aux enquêteurs.

Cela a sans doute participé à la rapidité avec laquelle a été conduite cette enquête.

Il faut s'en féliciter : cela montre que cette complémentarité concrète est nécessaire. Cela ne fait également que confirmer la nécessité d'un partenariat affirmé dans le cadre d'une convention de coordination, document qui fait l'objet actuellement d'un travail commun en vue de sa prochaine signature. Cette convention permettra d'optimiser encore la collaboration entre les polices nationales et municipales, ainsi que de définir les missions des uns et des autres et les limites de leurs champs d'action respectifs.

Je souhaite maintenant que la justice fasse preuve d'une grande sévérité à l'égard des auteurs de ces actes criminels.

Pour autant, je continuerai de réclamer d'une part, un renforcement des effectifs affectés à la Division Sud de la circonscription de police urbaine (Grenoble Sud-Echiroldes-Gières-Saint-Martin-d'Hères), laquelle compte 71 policiers pour 160 000 habitants, et d'autre part, un commissariat de plein exercice.

Nous avons pris toutes nos responsabilités dans ce domaine et nous continuerons. Mais ce ne sont pas l'augmentation significative du nombre de policiers municipaux que nous avons doublé, ni l'expérimentation utile de la vidéosurveillance dans notre ville qui compenseront la diminution régulière du nombre de policiers nationaux, confrontés à un contexte de violence qui va en se détériorant.

Nous avons besoin de plus de policiers de terrain, jour et nuit, et de moins de déclarations de circonstance de tel ou tel ministre.

La politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux se traduit par la disparition en France de 11 000 postes de policiers ces trois dernières années, et dans notre agglomération, par celle de 150 policiers.

Les efforts importants que consent la commune ne peuvent conduire l'Etat à se désengager plus encore de ces missions essentielles...

Plusieurs de mes collègues franciliens de l'association Ville et banlieue viennent d'ailleurs de lancer une pétition intitulée « Lettre à ceux qui ignorent les banlieues », dans laquelle ils se demandent s'il faut attendre des "émeutes" pour que ce gouvernement agisse.

C'est l'expression d'un « ras-le-bol » dont je me sens pleinement solidaire.

Les citoyens de nos communes et de l'agglomération doivent pouvoir vivre en toute sécurité.

Je continue, pour ma part, de défendre inlassablement un véritable service public de sécurité.

Renzo Sulli
Maire d'Echirolles
1er vice-président de Grenoble-Alpes Métropole